

Le pouvoir de Cuba dans les relations juridiques internationales



La Havane, 5 février (RHC) Le renforcement de la présence et des relations commerciales de Cuba à l'étranger dans le domaine du droit et des services juridiques, principalement dans les pays où la communauté des ressortissants cubains est importante, est désormais une priorité pour le secteur juridique.

Dans ce sens, le Bufete Internacional S.A. du pays caribéen a concentré ses projections et lors du bilan de son travail en 2024, le président de cette institution, Luis Dariel Pinto, a souligné qu'au cours de cette période, une stratégie commerciale a été mise en œuvre visant à promouvoir sa présence à l'étranger à

partir de la possibilité d'offrir des services de conseil.

En plus de fournir une assistance juridique aux personnes morales dans les négociations internationales, de réaliser l'établissement de modèles d'entreprise dans des pays tiers, d'engager des cabinets d'avocats pour la représentation dans les litiges, ainsi que la numérisation des services exportables.

Dans ce contexte, Bufete Internacional a conclu des accords avec des cabinets d'avocats en Chine, en Russie, en Espagne et aux États-Unis.

« Des relations et des canaux de communication ont été établis avec cinq cabinets d'avocats russes et cinq cabinets d'avocats chinois, dont une lettre d'intention a été signée avec l'un d'entre eux dans le pays asiatique et un dossier de correspondance est en cours d'élaboration avec ce dernier », a indiqué M. Pinto.

De même, il a précisé qu'il y a des échanges avec un bureau russe sur les avantages de la relation de correspondant, avec lequel un contrat de collaboration est en cours d'analyse, et que nous avons signé deux nouveaux bureaux de correspondants en Espagne et aux États-Unis.

M. Pinto a également souligné que Bufete Internacional a mis en place un système de gestion de la qualité afin d'offrir un excellent service et qu'il travaille cette année à sa certification.

Pour sa part, la directrice juridique de l'entité, Yanet Alfaro, a souligné que cette entité relève de nouveaux défis d'internationalisation et d'accompagnement du développement économique à partir des cadres juridiques dans des circonstances particulières à Cuba, où elle travaille à la revitalisation de l'investissement étranger, à la recherche de nouvelles options dans le commerce extérieur et au renforcement des acteurs économiques non étatiques.

En ce qui concerne la pertinence des services offerts par des entités cubaines telles que Bufete Internacional, le ministre cubain de la Justice, Oscar Silvera, a souligné l'importance de les améliorer constamment afin de répondre aux demandes des clients.

« Les valeurs que nous offrons doivent être marquées par la rapidité dans leur réalisation, être bien préparées, que nos avocats et notaires fournissent un service attentif, avec une sensibilité aux problèmes de ceux qui s'adressent aux entités juridiques », a-t-il déclaré.

Pour 2025, M. Silvera a expliqué que le ministère de la justice prévoit d'avancer dans le calendrier législatif proposé par l'Assemblée nationale de Cuba, de renforcer les contrôles pour le respect des règles établies, ainsi que d'étendre la numérisation des services juridiques et de rendre les procédures plus rapides.

Bufete Internacional est une entreprise de la fonction publique fondée en 1985 pour offrir des solutions complètes aux clients et des conseils juridiques dans tous les domaines du droit, avec une spécialisation en droit commercial et financier, ainsi qu'une vaste spécialisation dans les investissements étrangers, les litiges et la propriété intellectuelle (Source : Prensa Latina).



Radio Habana Cuba